

Une nécessité de plus en plus pressante

C'est Chateaubriand qui disait que "L'ambition dont on n'a pas le talent est un crime". Dans le sujet qui nous intéresse, cette sagesse s'applique aussi bien au pouvoir qu'à l'opposition dès lors que chacun de ces perpétuels antagonistes entend mener, au nom du peuple mauritanien, une mission qu'il est le seul à pouvoir juger, sans en référer à ceux, aux risques et périls desquels elle est entreprise.

Si le pouvoir de son côté juge qu'il est assez représentatif, assez compétent et surtout assez légitime pour user à volonté de son statut d'élus aux pouvoirs illimités, l'opposition juge, elle, qu'il est antidémocratique de s'isoler avec l'exercice du pouvoir, en même temps qu'elle doute de tout ce qui découle de la légitimité puisque de son point de vue les élections, qui en sont la base, sont entachées d'irrégularités.

Si, de ce point de vue, chacun peut avoir raison, en fonction bien entendu de l'angle sous lequel ses argumentations sont perçues, il est un cas où chacun a tort, tant que le véritable mobile des positions figées des uns et des autres, reste une farouche volonté de s'accrocher à ses privilèges d'une part et la détermination de ne faire aucune concession de l'autre, d'où la sagesse de Chateaubriand car, le pouvoir n'a pas eu le talent d'unifier, de gérer et de concilier et l'opposition n'a pas eu celui de convaincre, de composer ou de pardonner.

Le Discours de Kiffa (ou l'occasion ratée de faire la paix)

Le discours de Kiffa a été mal perçu par ceux à qui il était adressé. Ce discours était en fait un désaveu prononcé par Ould Taya en direction de ses légions, mais il était aussi une main tendue à l'opposition et une façon de lui suggérer de rentrer dans cette logique de concessions que le pouvoir venait d'inaugurer à sa façon pour rendre le dialogue possible.

Quelques réactions à ce discours auquel il a manqué le talent (communication), ont été enregistrées. Seule l'UFP semble avoir été entendue, ce qui eut pour conséquence la radicalisation du reste de l'opposition et l'interprétation du mea culpa de Kiffa comme des prémices de fin de règne. On connaît la suite: les forces antidémocratiques ont eu l'occasion, pour la deuxième fois (troisième selon le pouvoir) de passer à une action visant à tout renverser par les armes et la réaction isolée de l'UFP n'a eu comme résultats que de diviser l'opposition, et par voie de conséquences rebuter le pouvoir qui n'estime pas avoir été compris pour cause d'absence de... talents.

Où en sommes-nous?

Un climat d'incompréhension géné-

ralisé s'est finalement installé, à telle enseigne que tous les protagonistes de la scène politique estiment, chacun de son côté, détenir la vérité, cette vérité essentielle qui recommande non seulement de persister dans la voie qui est la sienne, mais aussi et surtout d'user de tous les moyens, y compris les plus illégaux, pour débarrasser le pays de ses rivaux. Belle perspective.

Dans ce fonctionnement institutionnel sur fond de crise multiforme latente, tout le monde joue au chat et à la souris, mais joue aussi avec le feu. L'opposition demande le dialogue tout en refusant de saisir les opportunités offertes et en campant sur des positions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas réalistes, dont le refus de reconnaître la légitimité de Ould Taya entre autres considérations. Quant au pouvoir, une attitude hautaine et une complaisance dans un isolement qui ne cesse de s'accroître lui interdisent de s'assouplir et de multiplier les avances, même si elles sont incomplètes ou inacceptables.

Dans tout cela, le peuple, ce grand perdant, ne comprenant toujours pas sur quoi peuvent objectivement déboucher des rencontres épisodiques entre Ould Taya et l'UFP si ce n'est sur encore plus de blocages, d'incompréhension et de délocalisation des volontés porteuses d'espoirs, ce peuple se heurte à la certitude que ce dialogue

amorcé, sans des interlocuteurs valables du pouvoir, ne résoudra pas ses problèmes quotidiens et n'éloignera pas le danger de la menace d'explosion qui guette le pays depuis quelques temps.

Un dialogue possible

Par essence le dialogue suppose que les parties qui s'y engagent le font au nom d'entités qu'elles représentent, et à qui elles peuvent imposer le respect des accords ou autres résultats auxquels elles peuvent aboutir après s'être concertées.

De là à penser que Ould Taya peut imposer à la mosaïque tribalo-affairiste, du PRDS et des partis de la majorité, de composer avec des opposants que ses services ont mis 20 ans à diaboliser, et à penser que les dirigeants de l'opposition peuvent amener leurs militants radicaux à fermer les yeux sur 20 ans d'une gabegie qui s'apparente à des crimes économiques et sur ce qu'ils considèrent comme un lourd passif en matière des droits de l'homme, il y a un monde.

Pourtant le dialogue est nécessaire et est heureusement encore possible à condition d'accepter de voir en face les véritables problèmes posés, et de leur trouver des solutions par ordre de priorité, en commençant par s'accepter mutuellement et rompre avec le mépris

que les uns nourrissent à l'égard des autres.

Pour et vers quel dialogue

Un dialogue sans mandats, calqué sur le mode de la conférence nationale du début des années 90, cette fameuse conférence qui fut à l'origine de tous les conflits en Afrique, n'est pas un objectif, encore qu'elle n'est pas légale sur le plan institutionnel.

Donc, ce dialogue tant souhaité, considéré comme passage obligé à toute entente nationale, a besoin de structures allant d'un cadre de concertation, en passant par des mécanismes qui garantissent le bon déroulement du processus, et jusqu'à un organisme indépendant de surveillance des élections. Mais avant tout ce dialogue a besoin d'une éthique définissant la légitimité, mais aussi l'autorité des parties concernées.

Si ce problème n'est pas posé pour le pouvoir qui est élu et donc apte à diaboliser au nom de la République, il demeure tout entier pour l'opposition, ce qui suppose que deux solutions restent envisageables pour y faire face.

La première solution consiste en une rencontre entre tous les leaders des partis politiques, sous la supervision du ministère de l'Intérieur avec, à la clé, des propositions en conclave.

La deuxième solution quant à elle consiste, pour un premier temps, à l'organisation d'élections législatives anticipées sur la base de la proportionnelle généralisée, pour que les 30% qui se sont prononcés en faveur des candidats

de l'opposition lors du scrutin présidentiel du 07 novembre 2003, soient représentés au parlement. En deuxième temps, l'ouverture d'un débat auquel l'assemblée nationale sert de cadre et de modérateur.

Pour remplir cette condition, le pouvoir et l'opposition sont concernés et, dans tous les cas de figure, elle demeure le point de départ de tout processus en même temps qu'elle permet à l'opposition de se prévaloir d'une légitimité et donc d'un mandat légal dont découlent des obligations que le pouvoir est obligé d'assumer.

Les problèmes ou mécontentements que ce processus ne manquera pas de soulever seront tranchés démocratiquement et, s'il y a un obstacle ou manqué, il sera soumis à la règle du consensus.

Le PTG qui est à l'origine de plusieurs propositions dans le sens du dialogue, propositions qui furent largement débattues au niveau des partis et des médias, en appelle à la responsabilité de tous les acteurs politiques et les invite à prendre conscience du danger qui guette notre pays et, par-delà, nos institutions. Cette conscience qui s'apparente dans l'esprit de beaucoup, à une paranoïa ou à un délire de persécution, n'est ni l'un ni l'autre; elle est réelle car nous sommes en train de vivre les prémices de sa cause et ce depuis juin 2003.

PAR LEBATT OULD ETIAH,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PTG (PARTI DE LA 3ÈME GÉNÉRATION)